

Suppressions massives d'emplois dans la fonction publique

Le gouvernement envisage la suppression de 120 000 postes de fonctionnaires. Il compte les supprimer dans la santé, dans les services des impôts... mais aussi bien sûr dans l'éducation nationale. Le nombre de postes aux concours est en chute libre. Les réformes du lycée professionnel conduiront à la suppression de nombreux enseignements de spécialité, aboutissant à 7 000 suppressions de postes. Au lycée, la mutualisation des enseignements, les projets de visio-conférence pour les options et la semestrialisation des cours projetée aboutira à de nombreuses suppressions de postes.

Dégradation des conditions de travail

Le dédoublement des classes en CP et CE1 en REP, les effectifs actuels ne le permettent pas. Nos conditions de travail, qui n'ont déjà rien de brillant, seront amenées à se dégrader encore dans une période de hausse démographique. Et le gouvernement s'apprête à essayer de dissoudre les commissions paritaires et surtout les CHSCT !

Une université du tri social

Dans les universités, Parcoursup s'est donné à voir pour ce qu'il est : une machine à broyer les étudiant-e-s, en particulier des classes populaires. Avec Parcoursup, qui a réussi l'exploit d'être moins efficace encore qu'APB, les mécanismes de ségrégation sociale ont joué à plein. Le projet politique est clair : empêcher les classes populaires d'entrer à l'université.

Un gouvernement qui s'attaque aux fonctionnaires

Nos salaires stagnent depuis plusieurs années malgré le retour de l'inflation. Les augmentations de salaires promises par le gouvernement précédent en échange d'une acceptation par certaines organisations syndicales du PPCR ont été renvoyées aux calendes grecques. La seule réponse du gouvernement à la revendication d'une augmentation générale des salaires consiste à individualiser encore davantage les rémunérations en visant à faire du « mérite » un facteur déterminant dans le cadre du plan « Action publique 2022 ». Un gouvernement qui privatise le service public ferroviaire, qui organise la faillite des universités, détruit les hôpitaux, bref : qui s'attaque à tous les services publics, est un gouvernement qui s'en prend à tous les mécanismes de solidarité.

Précarité au programme

Alors que près d'un personnel sur cinq est contractuel dans les trois fonctions publiques, cette proportion est d'un personnel sur quatre dans l'Éducation nationale, conséquence logique du refus d'ouvrir des postes au concours. Ces contrats sont bien souvent d'une durée inférieure à l'année scolaire, ce qui plonge les collègues dans la plus grande précarité. À travers les recrutements d'AESH uniquement en CDI et sans concours, le ministère expérimente à grande échelle des dispositifs de destruction du statut de fonctionnaire.

Il faut faire cesser ces attaques. Le 9 octobre, par une grève interprofessionnelle, défendons un service public de qualité,

**le statut de fonctionnaire, nos conditions de travail,
exigeons des augmentations de salaire. Remettons le
progrès social au goût du jour.**

fédération Sud Education [appel_9_octobre.pdf](#)

Documents joints

[appel_9_octobre.pdf](#)